



La régression sociale, ça suffit !

Il est inacceptable en 2024 de manquer d'effectifs, de lits et de matériels à l'hôpital ! Ce gouvernement s'évertue méticuleusement à détruire les services publics, à appauvrir les salariés, à stigmatiser les travailleurs étrangers bref à saccager toutes les conquêtes sociales, à nous diviser !

De l'argent, il y en a !

88 milliards d'exonération de cotisations patronales faite aux entreprises sans aucune contrepartie ! 100 milliards de fraudes fiscales ! La fortune des milliardaires français a augmenté de 63,5 % ces trois dernières années ! Le gouvernement a su trouver 413 milliards pour le budget des armées pour les 6 ans à venir dans le but de préparer la guerre !

Dans le même temps, il annonce 30 milliards d'économies supplémentaires pour 2024 et 2025... Tout est question de choix. S'il le voulait, il pourrait décider d'un plan massif pour les hôpitaux et plus largement pour le service public !

Le gouvernement gère mieux les stocks de grenades que les lits d'hôpitaux !

Pendant ce temps, c'est la population qui paye la facture avec une perte de chance pour chacun.

Le système de santé à Chinon continue de se dégrader. Le nombre de lits ne fait que diminuer, les derniers en date sont les 15 lits de psychiatrie qui font franchir la barre des 100 lits fermés au CHC.

De la même façon, la direction préfère fermer 20 lits de SSR cet été pour récupérer du personnel plutôt que d'augmenter le nombre de remplaçants pour l'été, privant au passage le budget de l'hôpital de plus de 220 mille euros.

Une équipe médicale débordée et un hôpital au maximum de ses capacités !

La crise des urgences à Chinon n'est toujours pas réglée, les difficultés sont toujours présentes et amènent leur lot de perte de chance.

Le manque de lits disponibles dans les services provoque des journées d'attentes sur des brancards : samedi soir « un patient âgé de 93 ans, arrivé il y a déjà 22 h s'apprête à passer une nouvelle nuit aux urgences, une situation qui n'est pas isolée ».

Les services d'urgence de France ne comptent plus le nombre de morts qui aurait pu être évités, comme à Carhaix Bordeaux, Hyères où le système de soins défaillant a tué !

Aujourd'hui à Chinon : le service de psychiatrie n'accueille plus de nouveaux patients, les délais de consultations s'allongent.

Toujours aucune nouvelle des lits d'EHPAD que Chinon a perdu alors que la population vieillit !

Comme l'a si bien dit Frédéric Valletoux, ministre chargé de la Santé sur RTL « On peut mourir à l'hôpital, oui ».

A Chinon, on y arrive, ne se comptent plus les événements qui auraient pu être dramatiques. Des conditions de travail difficiles qui mettent en péril la qualité des soins.

Il est temps de les bloquer !

La grève, le blocage du pays, c'est la voie qu'ont ouvert les agriculteurs, les enseignants du 93, les contrôleurs de la SNCF.

Force ouvrière est convaincue que c'est la voie à suivre. A l'hôpital, chaque service doit définir les revendications et décider des moyens d'actions efficaces à mettre en œuvre.

Face à l'autoritarisme de ce gouvernement, tirons les leçons des 14 journées d'action contre la réforme des retraites.

Attentifs à la méthode du blocage des agriculteurs et aux grèves (cheminots, enseignants...) attentifs aux victoires comme à Eurotunnel, n'est-ce pas le moment de bloquer ?

Un préavis de grève reconductible est déposé au niveau national permettant de couvrir toutes les initiatives décidées dans les services le 19 mars et pour les jours qui suivent.

FO relaie l'appel intersyndical national à la grève et à manifester :

Mardi 19 mars à 10 h Place de la préfecture à Tours.

Cette journée peut-être le point de départ, c'est pourquoi le syndicat FO se tient disponible pour les agents qui refusent la situation (sous-effectif, conditions de travail, rémunération...) et qui souhaitent se réunir pour échanger sur tous ces sujets et pour décider de toute initiative à investir.

Pour préserver l'accès aux soins et la santé de tous, le syndicat FO revendique :

- Le retour des effectifs d'avant Covid et l'arrêt des suppressions de postes.
- L'abandon des nouvelles trames de nuit.
- L'arrêt du jour-nuit (3x8).
- L'augmentation des mensualités de remplacement d'été.
- La réouverture de tous les lits fermés du CHC (EHPAD, USLD, médecine, psy, SSR).
- Des effectifs qualifiés et constants la semaine comme le week-end dans tous les services.
- La reprise des mises en stage, titularisations et concours.
- Le remplacement de tous les arrêts maladie, congés maternité, accidents de travail et la compensation des temps partiels thérapeutiques et le respect de leurs restrictions.
- L'augmentation du SICS IDE et AS de jour comme de nuit.
- Le retour d'un agent de sécurité incendie 7j/7 et 24h/24, au regard des fiches de violence qui ne cessent de croître. Conformément au renforcement du « PLAN VIGIPIRATE ».
- L'augmentation du point d'indice pour faire face à l'inflation.